

que pour les industriels et leurs représentants. Elle nous a envoyé une image où l'on voit que le petit doigt des industriels est plus fort que les reins des cultivateurs, et cela provoque chez elle de gros rires. Eclat de rire, absence d'esprit. C'est un poète anglais qui l'a dit.

L'amendement qui a été proposé est raisonnable, le ministre des Finances ne s'y est pas opposé hier soir et il ne devrait pas s'y opposer. Que demande-t-il? Que nous abolissions le droit sur les pommes de terre américaines si les Etats-Unis lèvent l'interdiction qu'ils ont mise sur les nôtres. S'ils ne le font pas, nous restons dans les mêmes conditions, et s'ils le font, nous devons être prêts, de notre côté, à abolir le droit que nous avons imposé, sinon, nous aurons privé nos cultivateurs de l'avantage de pouvoir vendre leurs pommes de terre sur le marché des Etats-Unis. Mais, prosternée devant le fétiche, devant le veau d'or de la protection, la droite ne voudra pas changer d'attitude, de crainte de causer l'écroulement du temple. C'est ce qu'a laissé entendre le ministre des Finances hier soir, quand il a dit:

Monsieur le président, je déclare que nous devons rejeter ce projet de résolution comme ne pouvant se concilier avec la politique fiscale que j'ai annoncée dans mon exposé budgétaire.

Peu importe la question en elle-même ou l'avantage qu'elle peut assurer aux cultivateurs ou aux gens des villes; si elle touche à l'arche sainte de la protection, le Gouvernement ne voudra pas en entendre parler. Cela, il faut que les cultivateurs de ma province le sachent, et ils le sauront. Qu'en pensent les autres députés de l'île du Prince-Edouard. Ils s'y connaissent? Je voudrais les entendre. J'espère que je les entendrai aussi, comme j'espère que le ministre des Finances trouvera ce sujet plus digne d'attention qu'il n'a paru le trouver hier soir.

M. JOHN A. BEST (Dufferin) : Monsieur le président, j'ai été enchanté de voir l'honorable député (M. Hughes) défendre avec tant de force la classe agricole, qui constitue la majorité de notre population. Il est étrange, cependant, que les hommes d'affaires et les avocats s'intéressent tant aux cultivateurs, quand ceux-ci les accusent de s'interposer pour et de faire augmenter le prix des produits. La gauche paraît s'être combinée pour s'attirer à la fois la sympathie du cultivateur et du consommateur. Hier soir elle parlait en faveur non pas du

cultivateur mais du consommateur; elle déplorait que celui-ci eût à payer les pommes de terre \$5 le baril, en été, et disait qu'il les paierait moins cher si le droit était aboli. Très bien. Mais alors qu'elle nous dise comment l'abolition du droit déterminerait ce changement de prix. L'honorable député (M. Hughes) paraît savoir quand les pommes de terre nous arrivent et combien de temps elles se conservent; mais la déclaration qu'il a faite indique qu'il ne savait pas ce qu'il disait.

J'habite Ontario, où il se récolte des pommes de terre aussi bonnes, sinon meilleures que dans n'importe quel pays du continent d'Amérique. Dès le 1er juillet, et jusque dans le nord de la province, nous avons les pommes de terre nouvelles et, quant à celles de l'année précédente, elles nous mènent jusqu'au 1er août. Ce sont là des vérités connues de tous les cultivateurs. Il y a dans cette province beaucoup de cultivateurs qui sèment des pommes de terre hâtives pour les vendre quand les pommes de terre se font rares. Il y a dans les villes des gens toujours prêts à payer un bon prix une primeur qui flatte leur goût. Si la taxe était enlevée à l'époque où le voudraient les membres de l'opposition, les prix baisseraient, et ces cultivateurs dont je parle n'auraient de leurs pommes de terre rien qui approche du prix qu'ils en reçoivent à l'heure qu'il est. Les membres de la gauche ne feront jamais croire aux cultivateurs du Canada qu'ils sont sincères en demandant une abolition des droits sur les produits agricoles. J'admets qu'en certains temps de l'année, le consommateur en retirerait quelque avantage, et quiconque se connaît en agriculture l'admettra volontiers; mais je ne crois pas que les ouvriers et artisans des villes veuillent courir la chance d'avoir les pommes de terre à un peu meilleur marché s'ils risquent de perdre leur emploi. Il est certain, en effet, qu'une abolition générale des impôts diminuerait leurs chances de trouver de l'ouvrage. Ces messieurs de la gauche feraient bien, une fois pour toutes, de se le tenir pour dit: il leur est impossible de favoriser en même temps et le producteur et le consommateur. La protection a parfois cette conséquence, mais non pas toujours. Il n'y a pas dans toute la province d'Ontario de région plus agricole que le comté de Dufferin, dont j'ai l'honneur d'être le représentant, et je suis persuadé que les habitants de ce comté seraient, dans la proportion de 98 p. 100, en faveur d'une augmentation de la taxe sur les produits

[M. J. J. Hughes.]